

La formation de l'identité européenne dans les pays de l'Europe centrale et orientale au lendemain de l'adhésion à l'Union européenne

SOFIYA TSVETKOVA*

Le cadre théorique de la construction de l'identité européenne

L'identité européenne est une notion aux contours assez vagues et de ce fait elle a été conceptualisée de multiples façons. Cette divergence conduit à des contradictions entre les différentes écoles définissant la formation de l'identité européenne. Néanmoins, les notions sociopolitiques d'identité collective et d'identités collectives multiples sous-tendent toute conceptualisation de l'identité européenne ; son contenu en termes de culture, d'engagement civique ou d'histoires communes change. Par contre, son noyau structurel demeure le même pour les deux typologies de base. Selon la classification tripartite de l'identité collective proposée par Brubaker et Coopers, l'identité collective européenne est définie par l'appartenance au groupe¹. Medrano explique la notion d'identités collectives multiples comme une multitude d'identités de groupe qui peuvent exister ayant deux positions structurales les unes envers les autres : horizontale (non-exclusives, mais qui coexistent) et verticale (s'excluant mutuellement²). Si certains chercheurs affirment que la relation entre l'identité européenne et les identités nationales est horizontale³, d'autres soutiennent qu'elle pourrait tout également être verticale⁴. Les spécialistes sont d'accord que, quel que soit leur rapport structurel, les deux identités collectives s'influencent mutuellement. Ainsi par exemple, l'identité européenne entraîne l'eupéanisation des identités nationales et de la mémoire collective, suite à la solidarité escomptée avec les autres États membres⁵.

La plupart des chercheurs considèrent que le modèle estonien des loyautés affectives et utilitaristes⁶ est significatif pour l'identité européenne⁷. Ce modèle offre un cadre pour la classification des tendances théoriques expliquant l'émergence de l'identité euro-

*Sofiya Yuliyanova Tsvetkova est diplômée de l'Université américaine de Bulgarie en études européennes et sciences politiques/rerelations internationales. Elle a débuté, en septembre 2010, un Master « Politiques et gouvernement dans l'Union européenne » à la *London School of Economics and Political Science*.

péenne. Cestendances peuvent être catégorisées en constructi-vistes rationalistes, reposant sur les concepts d'apprentissage social et de socialisation. Les constructivistes modérés regroupent les modernistes et les post-matérialistes, et les constructivistes durs, c'est-à-dire communautaristes. Les rationalistes insistent sur l'analyse des coûts et des bénéfices et sur les motivations matérielles (utilitaristes).

Les modernistes perçoivent l'identité comme une construction culturelle ou historique. Les chercheurs explorant l'impact de la modernité et de la globalisation sur le phénomène de la formation de l'identité européenne appliquent la logique de la formation de l'identité nationale à l'émergence d'une identité post-nationale de l'Union européenne (UE). À cet égard, Delanty distingue deux types d'identités collectives selon le rapport aux étrangers, c'est-à-dire une identité exclusiviste/basée sur la notion formelle de régime politique (centrée sur l'État), et une identité de type participatif/reposant sur la solidarité⁸. Les auteurs modernistes montrent que le projet européen, conçu comme une idée universalisante, devrait respecter le deuxième type, alors que le type exclusiviste devrait être considéré comme un trait de l'identité nationale, inapplicable à l'identité supranationale⁹. Le modèle de société différenciée que propose Durkheim, où l'intégration sociale, appelle à la cohésion sociale par le biais de valeurs généralisées, découlant d'un cadre culturel commun. Cette intégration est souvent mentionnée comme étant la base de la conceptualisation de l'identité, produit de l'organisation moderne de la société¹⁰.

L'approche moderniste de l'identité collective considère la composante culturelle comme étant l'élément principal de l'identité. L'identité européenne est ainsi vue comme un projet social dont la construction repose sur la culture utilisée comme instrument politique¹¹. L'importance que les modernistes accordent à la culture s'oppose aux approches plus utilitaristes, en établissant que la totalité des visions sur l'unité devrait prévaloir sur les objectifs mercantiles collectivement négociés afin de garantir la stabilité de la loyauté à l'égard de l'identité. Les modernistes concluent que l'Union européenne ne devrait pas essayer de reproduire le modèle national de la formation de l'identité. Elle devrait plutôt considérer que les *demos* et les *ethnos* n'ont pas d'influence au niveau supranational et se concentrer sur le pouvoir émergent de la connaissance, ainsi que sur le potentiel que la culture a de générer la convergence des identités¹². Les symboles et les discours culturels commun sont les points convergents et l'on devrait minimiser l'importance de l'histoire et de la langue¹³. L'Union s'est approprié l'identité culturelle européenne et c'est cette réussite qui lui permettra de la modeler pour obtenir une communauté « imaginée¹⁴. » Par ailleurs, les modernistes expliquent également la socialisation des élites. Ainsi, Shore montre que ce sont les élites de l'UE qui, une fois qu'elles ont ac-

quis l'identité européenne, encourageront la diffusion pour créer un espace culturel et une collectivité¹⁵.

Les communautaristes offrent un autre point de vue moderniste. D'après eux, la formation d'une identité dense, reposant sur l'histoire et la culture commune, constitue le principal pré-requis pour la perpétuation de l'identité européenne collective. Les liens collectifs et les interactions sociales constituent une base pour la formation de la loyauté et de la solidarité avec une communauté politique à travers lesquelles la culture s'ouvre aux différences¹⁶. Les constructivistes modérés (modernistes et post-matérialistes) se distinguent des communautaristes par leur conviction que l'identité dense sur laquelle insiste le communautarisme n'est pas une pré-condition absolument nécessaire. Pour eux, ce pré-requis de la formation de l'identité européenne réside plutôt dans l'augmentation de l'interaction sociale qui facilite la compréhension mutuelle¹⁷. Certains constructivistes modérés, soutiennent que l'Union européenne a déjà commencé à générer cette interaction à travers les programmes de mobilité¹⁸.

Les post-matérialistes regardent l'identité européenne comme une identification politique avec l'Union. Encore une fois, l'accent est mis sur la connaissance comme moyen d'acquérir les capacités d'une réflexion abstraite. Tandis que les publications modernistes postulent que la connaissance est un instrument visant à sensibiliser les traits culturels communs. L'identité européenne dans le sens d'une communauté politique supranationale est utilisée par Inglehart pour expliquer le soutien public au processus d'intégration. L'auteur a apporté à l'école postmoderniste deux théories fondamentales se complétant mutuellement. Selon sa théorie de la Mobilisation cognitive, plus les individus sont éduqués et capables d'assimiler l'information abstraite, plus ils tendent à avoir des besoins post-matériels liés à l'accomplissement identitaire et donc à les satisfaire en se rapportant à l'identité européenne commune¹⁹. La théorie de la Révolution silencieuse analyse la relation entre l'identité européenne et les orientations des valeurs politiques et économiques²⁰. Elle souligne le rôle du milieu socio-économique qui conditionne l'individu à l'âge pré-adulte et lui inculque certaines valeurs sociales. Ainsi, les valeurs concernant la sécurité économique et physique vont sûrement générer un type de pensée matérialiste diminuant l'identification post-matérialiste avec des identités supranationales construites de manière abstraite²¹. Par contraste avec la vision utilitariste, Inglehart admet les considérations économiques uniquement comme facteur influençant les aptitudes pour la pensée matérielle/post-matérielle, mais non comme une possible base pour la formation de l'identité. L'identité étant fortement abstraite, elle ne peut être représentée qu'en utilisant des modèles cognitifs post-matériels à l'intérieur desquels l'évaluation des bénéfices ne constitue plus un facteur²².

En revanche, l'école utilitariste met l'accent sur la loyauté et donc sur l'identité générée par une évaluation des bénéfices perçus ou de la satisfaction à l'égard de l'efficacité de la politique. Gabel soutient que, comme l'Union européenne est avant tout préoccupée par l'intégration économique, les évaluations individuelles sont principalement liées aux gains économiques. Ces derniers sont donc à l'origine de l'identification à l'entité supranationale²³. Dans la théorie utilitariste, l'éducation et la connaissance apparaissent comme des facteurs mais non des pré-requis pour la pensée abstraite et pour la formation de l'identité²⁴. Pour les utilitaristes, il s'agit plutôt d'un élément qui détermine dans quelle mesure les individus peuvent bénéficier de l'intégration économique²⁵. Les analyses réalisées aux niveaux national, individuel et régional reposant sur le concept de loyauté utilitariste²⁶ proposé par Easton ont déduit que les facteurs économiques ont une influence importante sur les attitudes publiques²⁷.

Malgré les différences identifiées, tous les courants théoriques cherchent à apporter une réponse au même problème lié à l'identité européenne. Il s'agit de concevoir un modèle qui génère une légitimité de l'Union européenne, principalement parce que, comme le montre De Beus, le déficit démocratique comme cause du détachement populaire peut être diminué au moyen d'une identité européenne commune²⁸. D'après la vision utilitariste, l'identité politique théorisée par les post-matérialistes comme résultat d'une mobilisation cognitive²⁹, rend particulièrement important l'examen de l'hypothèse proposée par Inglehart à l'égard des nouveaux États membres de l'Europe centrale et orientale après l'adhésion. Tester la validité de l'hypothèse pour ces pays contribuera à la littérature actuellement existante au sujet de la formation de l'identité européenne. Ce test sera basé sur l'accumulation d'observations et l'analyse qualitative comparative sur un groupe d'États pour lesquels le processus n'a pas encore été examiné.

Méthodologie – Méthode et approche

S'appuyant sur des recherches déjà existantes dans ce domaine, cet article teste l'hypothèse de la mobilisation cognitive proposée par Inglehart³⁰, en l'appliquant aux pays d'Europe centrale et orientale suite à leur adhésion à l'Union. Selon la dite hypothèse, la formation de l'identité européenne se déroule en deux étapes : la mobilisation cognitive (prendre conscience de l'UE est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour que les attaches supranationales émergent) et l'internalisation des valeurs (les attitudes à l'égard de l'UE dépendent aussi bien de l'exposition à des informations que du contenu de celles-ci³¹). L'hypothèse d'Inglehart traite des aspects relatifs aux attitudes individuelles, comme les orientations des valeurs et les aptitudes cognitives. Par conséquent, l'approche comportementaliste est la plus appropriée pour les besoins de la

présente étude, dans la mesure où elle permet de tester la logique d'Inglehart à un niveau individuel.

En termes de méthode, cet article s'appuie sur la méthode qualitative comparative des ensembles flous³². Elle évite donc les désavantages des méthodes purement quantitatives et qualitatives en effectuant une analyse qualitative comparative des conclusions basées sur des données quantitatives. Cette méthode permet de tester la validité de l'hypothèse de la mobilisation cognitive d'Inglehart pour les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO), c'est-à-dire de déterminer si la prise de conscience/la connaissance de l'UE et l'internalisation de ses valeurs sont des conditions nécessaires et/ou suffisantes pour la formation de l'identité européenne en Europe centrale et orientale.

La méthode *Fuzzy Sets Qualitative Comparative Analysis (fsQCA)* opère avec l'appartenance des cas à des ensembles conceptuels construits à partir de variables indépendantes (des conditions causales) et dépendantes (le résultat). Les données brutes sur les variables sélectionnées sont calibrées en scores d'appartenance aux ensembles conceptuels définis qualitativement. Les scores d'appartenance de ces cas, aussi bien aux conditions causales qu'au résultat, sont convertis par le logiciel *fsQCA*³³ dans une *table de vérité* offrant à la fois une vue d'ensemble des différentes configurations qui produisent le résultat et une indication de l'importance que prend chacune de ces combinaisons dans l'explication du résultat final. La présente analyse qualitative repose sur cette table de vérité, tant pour ce qui est du modèle général des conditions nécessaires, suffisantes et non-pertinentes pour le résultat, que pour les cas exceptionnels s'écartant des tendances globales.

Afin de tester les deux aspects de la théorie d'Inglehart, huit variables sont définies : 1) la connaissance perçue de l'UE, 2) la confiance en l'UE, 3) le soutien à l'euro (la monnaie commune), 4) le soutien à une Politique de sécurité et de défense commune, 5) la confiance dans le gouvernement national, 6) la perte perçue de l'identité culturelle (suite aux développements de l'UE), 7) l'UE comprise comme liberté de circulation, et 8) le soutien à l'adhésion à l'UE. Utilisant les ensembles flous calibrés correspondant aux huit variables, cet article analyse la manière dont l'appartenance aux ensembles des sept conditions causales influence l'appartenance des cas à l'ensemble du résultat. En d'autres termes, le soutien à l'adhésion, qui est utilisé comme une variable pour mesurer la formation de l'identité. Le fait d'utiliser le soutien à l'adhésion comme une approximation de la formation de l'identité européenne en Europe centrale et orientale se justifie par l'argument défini dans la littérature portant sur les politiques postcommunistes et selon lequel les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale perçoivent le fait d'être européen comme une confirmation et une reconnaissance officielle de l'identité nationale³⁴.

Les ensembles flous construits par la sélection des variables permettent des scores d'appartenance pour des cas individuels entre 0 et 1. Le calibrage des variables représente la conversion en scores flous des données brutes disponibles sur ces variables pour chaque cas d'appartenance à un ensemble. Cet article s'appuie sur la méthode directe du calibrage, celui-ci étant réalisé par le logiciel *f3QCA* après avoir défini trois points d'ancrage qualitatifs, dont le choix est basé sur la connaissance théorique des cas afin de permettre une estimation objective. Les trois points d'ancrage qualitatifs utilisés par le logiciel pour calculer les scores d'appartenance à un ensemble pour les données brutes sont les suivants : 1) le point de croisement à 0,5 (l'ambiguïté maximale de l'appartenance dans un ensemble flou), 2) le seuil de l'appartenance totale et 3) le seuil de la non-appartenance totale dans un ensemble. Les seuils correspondent aux différentes valeurs des données brutes pour les diverses variables dont la sélection est justifiée par la connaissance objective des particularités influençant l'appartenance à un ensemble. La sélection des points d'ancrage qualitatifs afin de déterminer les scores d'appartenance à un ensemble assure la minimisation de la subjectivité et de l'ambiguïté des résultats. On évite les possibles critiques selon lesquelles le calibrage est artificiel en considérant la variation parmi les membres d'un ensemble donné comme non-pertinente.

Le recueil des données

Les données proviennent des rapports Eurobaromètre : Standard, Spécial et Flash. Les données brutes portant sur les variables construites (exprimées en pourcentages) sont extraites des réponses aux questions sélectionnées. Les mêmes questions sont utilisées afin d'obtenir des données sur toutes les années, à l'exception de quelques cas où, en l'absence de questions pertinentes, on utilise des *proxies*. Comme, pour la plupart des années, les questions ont été formulées tant dans les Eurobaromètres Standard du printemps que dans ceux de l'automne, l'auteur a utilisé la moyenne des pourcentages respectifs comme une valeur brute pour les variables afin de garantir la précision des données. Chaque pays par année est considéré comme un cas à part afin de conserver une cohérence des données. L'étude examine la période 2004 (adhésion du premier groupe de PECO) et la période 2009 (dernière publication des données de l'Eurobaromètre) afin d'évaluer la formation de l'identité dans les PECO suite à l'adhésion.

Analyse des données et conclusions

Aperçu des conclusions

Ayant pour but de déterminer les conditions causales de la formation de l'identité européenne dans les pays de l'Europe centrale et orientale, cette analyse ne se penche pas sur les rapports corrélationnels. Elle étudie les rapports ensemblistes explicites, c'est-à-dire les rapports qui pourraient être asymétriques³⁵. La stratégie adoptée découle de l'algorithme de la table de vérité obtenue par la méthode *f3QCA*. Les conclusions portant sur la nature nécessaire et/ou suffisante des conditions /configurations causales sont basées sur l'analyse des cas générant le résultat, à travers laquelle sont établis les rapports de sous-ensemble/ intersection entre le résultat et les causes.

La table de vérité obtenue montre que la formation de l'identité européenne est déterminée par une condition nécessaire³⁶ : la confiance en l'Union européenne. La nécessité de cette condition causale provient du fait qu'il n'existe pas de situation dans laquelle le résultat se produit en son absence. Comme il n'existe pourtant aucun cas où la condition génère seule le résultat, il ne s'agit pas d'une condition à la fois nécessaire et suffisante. Par conséquent, la formation de l'identité est le produit de la combinaison entre la condition nécessaire, mais non suffisante, qu'est la confiance en l'UE et d'autres conditions qui varient selon différentes configurations, mais sans l'effet complémentaire desquelles le résultat ne peut être obtenu.

L'évaluation comparative des valeurs d'appartenance dans les ensembles des conditions causales et du résultat détermine trois configurations possibles pour la formation de l'identité européenne :

- confiance en l'Union associée au soutien à l'égard d'une politique de sécurité et de défense commune et à l'UE comprise comme liberté de circulation ;
- confiance en l'Union combinée avec la connaissance perçue à propos de l'UE et avec le soutien à l'égard d'une politique de sécurité et de défense commune ;
- confiance en l'Union associée à la connaissance perçue à propos de l'UE et à l'UE comprise comme liberté de circulation³⁷.

Analyse des conclusions

Niveaux de mobilisation cognitive : connaissance perçue

La confiance est étroitement liée à la connaissance, faisant partie d'un circuit cognitif. Hardin montre que la confiance accordée à un certain acteur politique équivaut à une

présomption de connaissance à son égard. La confiance politique apparaît suite à un processus de généralisation de la connaissance acquise³⁸. Par conséquent, ce n'est pas tellement la connaissance réelle qui influence les attitudes publiques, mais la perception de la connaissance, désignée dans les enquêtes Eurobaromètre (EB) comme « connaissance subjective. » Le présent article visant à analyser la formation de l'identité au niveau individuel, il examine ce dernier type de connaissance.

Au fil du temps, la connaissance perçue a été plutôt basse à travers le territoire de l'Union européenne, généralement en deçà de 65 pourcent. Une comparaison entre les anciens États membres et les PECO montre que la connaissance subjective est relativement plus élevée dans les nouveaux États membres. Chose intéressante, la différence de pourcentage penche en faveur des PECO lorsque les données sont analysées en juxtaposition avec les États membres fondateurs, un groupe de pays dans lesquels on s'attendrait à ce que les connaissances perçues et réelles soient les plus élevées. Mais les variations des données brutes révèlent une autre particularité : dans les PECO ayant adhéré en 2004, la connaissance perçue a diminué durant la deuxième année suivant l'adhésion (2005) et a par la suite commencé à augmenter progressivement. Cette évolution coïncide avec les fluctuations du soutien à l'adhésion et montre la relation entre les niveaux de la connaissance perçue et du soutien à l'adhésion. Dans le cas de la Bulgarie et de la Roumanie, où les niveaux de connaissance subjective n'ont pas diminué durant les années suivant l'adhésion, il n'a pas été enregistré de baisse du soutien à l'adhésion. Il semblerait que la variation de la confiance suive la fluctuation du soutien à l'adhésion. Ces trois variables sont donc liées, la connaissance perçue, la confiance, et le soutien à l'adhésion variant selon des modèles identiques. Cela confirme le fait qu'il existe des rapports explicites entre les conditions de confiance et de connaissance perçue dans les configurations causales où les deux apparaissent. Étant donné que la confiance est une condition nécessaire, mais non suffisante, la connaissance perçue accroît son effet produisant ainsi le résultat.

Les deux composantes qui alimentent la connaissance perçue sont la couverture médiatique et les positions des acteurs politiques nationaux. Leur contenu influence les attitudes envers l'Union européenne et par conséquent la relation entre la connaissance perçue, d'une part, et le soutien à l'adhésion et la confiance, d'autre part, c'est-à-dire non seulement la quantité d'information, mais également sa qualité et ses implications subjectives jouent un rôle³⁹. Tous les types d'information n'augmentent donc pas la connaissance perçue, ni ne déterminent l'intensification du soutien à l'adhésion ou de la confiance. Le fait de concevoir l'Union de manière positive en termes de bénéfices augmente le soutien à l'adhésion, alors que la concevoir de manière négative (par exemple en termes de situations conflictuelles) diminue l'euro-enthousiasme⁴⁰. Dans les PECO, les médias

ne sont pas parvenus à générer de débat et à améliorer la compréhension des questions européennes⁴¹. L'inadéquation de la couverture médiatique semble également impacter la connaissance perçue d'une manière négative. Les différences entre les questions soulignées par la Commission et les médias nationaux affaiblissent encore plus la légitimité de l'Union européenne⁴², influençant ainsi les estimations individuelles de suffisance de la connaissance subjective. La couverture médiatique, négativement teintée, de l'adhésion pourrait expliquer la diminution en 2005 de la connaissance perçue et du soutien à l'adhésion dans les PECO de la vague d'adhésion de 2004. L'importance qu'a le contenu des informations pourrait expliquer les cas exceptionnels où un accroissement de la connaissance subjective n'a pas été accompagné d'une augmentation du soutien à l'adhésion et de la confiance (la Lettonie et la Hongrie en 2005). Les cas où une baisse de la connaissance subjective n'a pas été suivie par un affaiblissement du soutien à l'adhésion (la République Tchèque et la Pologne en 2005) laissent supposer que, parfois, les niveaux de soutien existants stagnent au lieu de baisser à la suite d'une diminution de la connaissance perçue.

Le consensus des élites politiques nationales et des intellectuels considérant l'adhésion à l'Union européenne comme une priorité a été enregistré dans tous les PECO à l'exception de la Pologne, où des réformes économiques impopulaires ont été imputées aux pressions de l'UE⁴³. L'absence de véritables entraves au caractère inévitable de l'adhésion a créé un cadre discursif monolithique avant l'adhésion, où le fait de se concentrer sur l'aspiration à l'adhésion empêchait les débats sur des problèmes politiques précis⁴⁴. Les implications de l'adhésion n'ont jamais été analysées ni par les médias ni au sein de la sphère politique avant d'être finalement mises au premier plan par les réalités de l'adhésion. Le fait que les citoyens ont pris conscience du manque de connaissances véritables sur les effets de l'adhésion pourrait ainsi expliquer la diminution du soutien en 2005. La connaissance préalable à l'adhésion était tellement concentrée sur les symboles culturels et politiques, qu'elle n'était pratiquement qu'un aperçu minimal des mécanismes politiques et économiques de l'Union. L'émergence du scepticisme modéré après l'adhésion pourrait également s'expliquer par l'apparition d'un discours anti-UE radical aux extrémités du spectre politique. Dans le cas de la Bulgarie, par exemple, l'uniformité discursive était vulnérable devant l'émergence du discours alternatif radicalisé sur l'adhésion⁴⁵.

Le facteur confiance : l'internalisation cognitive des valeurs Confiance en l'UE et confiance dans les gouvernements nationaux

La confiance en l'UE constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour la formation de l'identité dans les PECO. Par rapport aux autres conditions causales, elle

entretient la plus forte relation explicite avec le résultat. Les présentes conclusions indiquent que l'identification avec l'UE n'apparaît qu'en présence de la confiance établie et de la confiance dans l'Union.

L'Union conçue comme une communauté de stabilité politique et de démocratie libérale est naturellement liée à cette confiance. En Europe centrale et orientale, le mécontentement et, dans certains États, l'aversion envers les régimes communistes ont entretenu l'impatience des citoyens de se lancer à nouveau dans l'expérience démocratique. Comme, à l'exception de la République Tchèque, il n'y avait pas d'expériences démocratiques antérieures réussies pour les États de l'Europe centrale et orientale, l'adhésion à l'UE signifiait non seulement un retour au sein de l'Europe, mais également une occasion d'obtenir la stabilité politique qui empêcherait la résurgence du régime communiste ou autoritariste (la Slovaquie, par exemple, était très proche de l'autoritarisme sous Meciar). C'est un rôle que l'UE avait déjà joué auparavant (par exemple lors de l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal) et qui a été important pour la stabilité ultérieure de la région. Rejetant un cadre intergouvernemental purement libéral, Schimmelfenning soutient que l'extension vers l'Est révèle un effort conscient de l'Europe des 15 (les États membres de l'UE avant l'élargissement vers l'Est) d'intégrer les pays postcommunistes à la communauté des États libéraux, effort poursuivi même en contradiction avec la logique des bons calculs stratégiques⁴⁶.

Devant intégrer les PECO, l'Union européenne a essayé de générer des réformes à travers la conditionnalité⁴⁷ afin de répondre aux attentes de changements postcommunistes des pays de l'Europe centrale et orientale et d'éviter ainsi la désillusion. Le pouvoir modéré de l'Union s'est manifesté à travers le phénomène ainsi nommé d'eupéanisation. Étant donné que la plupart des réformes ont été entreprises durant la période préalable à l'adhésion, la confiance en l'UE suite à cette adhésion peut être expliquée par le fait que l'Union est perçue comme un garant de la continuation du processus de réforme que le public perçoit comme nécessaire et bienvenu. Cette vision de l'Union européenne explique pourquoi le soutien à l'adhésion est présent même lorsque la confiance dans les gouvernements nationaux est quasi-absente.

Mais la longueur du processus d'adhésion a finalement eu pour résultat une désillusion devant les avantages réels de l'adhésion, qui a généré une attitude moins enthousiaste et plus critique de la part des PECO⁴⁸. La baisse du soutien à l'adhésion à l'approche de l'accession constitue une preuve empirique de ces allégations. À cet égard, l'engagement de l'Union européenne dans le processus d'adhésion des PECO a été critiqué de multiples façons. Une de ces critiques souligne l'absence, dans les Accords européens, d'une totale libéralisation des échanges commerciaux avec les États candidats, qui aurait réduit nom-

bre de leurs problèmes économiques⁴⁹. D'autres ont condamné l'utilisation biaisée de la conditionnalité de telle manière que dans les négociations avec les PECO, la priorité a été accordée aux problèmes importants pour les États membres⁵⁰. Ces critiques montrent que l'attitude de l'Union européenne envers les PECO aurait pu fortement affecter la confiance populaire en l'Union.

Pourtant, malgré les difficultés de la période préalable à l'adhésion, les conclusions de la présente thèse montrent que la confiance en l'Union européenne est non seulement restée intacte, mais s'est également révélé comme un important facteur dans la formation de l'identité. La dimension de cette confiance est confirmée par l'augmentation du soutien à l'adhésion dans les PECO après 2005 et ses valeurs régulières de plus de 50 pourcent en moyenne. Par ailleurs, on n'a pas enregistré de baisse du soutien public à l'adhésion en 2007, lorsque la Bulgarie et la Roumanie ont rejoint l'Union.

Les implications pratiques de cette confiance ont pu être constatées à différentes occasions lorsque le public a salué les actions entreprises par l'Union européenne dans les cas où des acteurs politiques nationaux s'étaient écartés des standards européens. Les ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale ont accepté le blocage des fonds, les rapports critiques de la Commission et les procédures d'infraction comme étant une partie utile du système de contrôle post-adhésion. La confiance en l'Union européenne explique pourquoi les conditions imposées par l'UE au sujet des réformes nationales ne sont pas perçues comme une ingérence excessive, mais comme une forme d'assistance bienveillante visant à guider les élites nationales dans la bonne direction⁵¹. L'imposition de mesures disciplinaires de la part de l'Union européenne n'a pas affecté la confiance populaire et le soutien à l'Union dans les PECO. En revanche, dans les États membres plus anciens, l'opinion publique a empêché les appréciations excessivement négatives et les actions pénalisantes de la Commission. Les niveaux plus réduits de confiance dans les gouvernements nationaux enregistrés en Europe centrale et orientale pourraient expliquer le fait que l'Union européenne bénéficie d'une plus grande légitimité lorsqu'elle affirme protéger les intérêts européens et nationaux communs en imposant des pénalités.

Le palmarès des intégrations et croissances économiques réussies par l'Union constitue un autre générateur de confiance en l'UE dans les PECO. La ségrégation économique de l'Europe occidentale accompagna l'isolement politique durant la période communiste. L'adhésion à l'Union européenne est donc particulièrement importante pour le développement économique et la création de courants d'échanges dans les PECO⁵². Cette idée trouve un argument dans les réponses à la question posée par l'Eurobaromètre sur les avantages perçus de l'adhésion, qui placent la contribution à la croissance économique du pays parmi les trois premières options.

La confiance dans le gouvernement national constitue également un déterminant important du soutien à l'adhésion. Suite à des études empiriques effectuées sur l'Europe occidentale, plusieurs modèles alternatifs de l'interdépendance liant cette confiance et le soutien à l'adhésion ont été identifiés. Un de ces modèles postule que, comme les gouvernements doivent répondre aux intérêts nationaux et freiner les efforts intégrationnistes excessifs, plus ces gouvernements bénéficient de confiance, plus il est probable que le soutien à l'intégration soit considérable⁵³. Selon un autre type d'analyse, le soutien à l'Union européenne est le résultat de l'interaction des politiques nationales et supranationales. Selon cette logique, plus le système politique national fonctionne mal, plus le soutien au gouvernement supranational est élevé, car les individus perçoivent les coûts du transfert de la souveraineté nationale vers le niveau supranational comme étant moindres⁵⁴.

Les présentes conclusions montrent que le rapport entre la confiance dans le gouvernement national et le soutien à l'adhésion est beaucoup moins important dans les PECO que dans les modèles développés pour l'Europe occidentale. Dans ces États post-communistes, la confiance dans l'exécutif national ne joue pas un rôle explicitement important dans la formation de l'identité européenne. Toutefois, en analysant la plupart des cas, on peut constater un rapport négatif entre les deux. Le soutien élevé à l'adhésion est le plus souvent associé à des niveaux réduits de confiance dans le gouvernement national. Cela semble suggérer que les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale perçoivent l'UE comme un facteur de discipline capable de contrôler les élites nationales et de résoudre les problèmes inhérents, présents depuis la chute du communisme, tels que par exemple les scandales de corruption, l'abus de service, les privatisations douteuses des anciennes propriétés de l'État, la création de cercles d'affaires influents liés aux représentants du gouvernement, etc. Bien que cette dernière allégation rappelle l'observation de Sanchez-Cuenca selon laquelle il y aurait, en Europe occidentale, un rapport entre la confiance accordée au gouvernement national et le soutien à l'adhésion à l'UE, la ressemblance est uniquement apparente et ne se vérifie pas dans tous les cas. La corruption et l'abus de pouvoir politique étant particulièrement problématiques dans les pays post-communistes, les citoyens des PECO ne regardent pas l'intégration comme un transfert de souveraineté, mais comme une possibilité de discipliner les élites nationales en protégeant plus efficacement la souveraineté de l'État-nation. Par conséquent, l'opinion publique soutient les actions pénalisantes de Bruxelles, qui bloquent les subventions ou confrontent les gouvernements nationaux à des affaires portées devant la Cour européenne de Justice (CEJ⁵⁵).

Les seules exceptions au modèle général du soutien à l'adhésion associé à la méfiance envers les gouvernements nationaux sont observées dans les États baltes (l'Estonie,

la Lettonie, la Lituanie). Dans leur cas, le rapport explicite semble positif et les niveaux élevés du soutien à l'adhésion à l'Union européenne sont associés à des niveaux élevés de confiance dans les gouvernements nationaux. Ce phénomène de confiance relativement systématique à l'égard des dirigeants nationaux s'explique tant par des théories culturelles que par des théories de la performance, il est, autrement dit, le résultat d'une combinaison de niveaux élevés de confiance interpersonnelle et de satisfaction à l'égard des performances du gouvernement⁵⁶.

La faisabilité cognitive des identités multiples Perte d'identité culturelle et liberté de circulation

En Europe centrale et orientale, la genèse et le développement de l'identité nationale sont essentiellement ancrés dans la conscience et la culture ethnique⁵⁷, autrement dit, l'appartenance à un groupe distinct du point de vue ethnique et culturel est un pré-requis pour l'acceptation dans la communauté politique. Les cas de la Lettonie et de l'Estonie montrent l'importance de l'appartenance ethnique associée à la nationalité. Suite à l'indépendance de l'Union soviétique, les changements constitutionnels ont construit dans les deux pays un concept exclusif de nationalité ayant un fondement ethnique, afin d'éviter que l'assimilation par les russophones installés sur leurs territoires durant la période soviétique ne continue⁵⁸. Si la Lettonie a modifié ses lois concernant la naturalisation et la nationalité⁵⁹, l'Estonie n'a pas encore effectué de changements importants. Ainsi, la conception estonienne de la nationalité est toujours en contradiction avec les principes européens de non-discrimination, car les personnes appartenant à la minorité russe sont considérées comme non-citoyens⁶⁰.

Jusqu'à présent, l'identité culturelle nationale a été protégée par des droits politiques et sociaux associés strictement à la nationalité, à travers des symboles nationaux et les contrôles aux frontières. Le fait que l'Union européenne facilite la mobilité (migration légale sur le territoire de l'UE) et ses tentatives de créer des symboles communs d'européanité pourraient générer des peurs liées à la perte des différences culturelles nationales⁶¹. Dans le même temps, on a constaté que l'intensité de l'identité nationale représente un facteur important qui influence les attaches des individus à l'UE, autrement dit, les sentiments d'identité nationale forte déterminent un soutien plus réduit à l'UE dans les pays de l'Europe occidentale⁶². Il est par conséquent probable que la perception d'une menace à l'égard de l'identité culturelle nationale se convertisse en scepticisme envers l'identité supranationale.

Cette interdépendance constatée en Europe occidentale a été mise en rapport avec la migration. Étant donné que la migration constitue le point central des dynamiques

interdépendantes de l'identité, des frontières et des contrôles⁶³, dans les États membres plus anciens, la peur de perdre l'identité culturelle est intensifiée par les afflux de migration⁶⁴. L'hostilité envers d'autres cultures et les préoccupations nationalistes ont plus d'influence sur la diminution du soutien à l'intégration que l'analyse utilitariste coût/bénéfice⁶⁵. Certains chercheurs ont contredit cette affirmation et soutenu que, même si un grand nombre de ressortissants des pays l'Europe occidentale perçoivent l'Union comme une menace à l'égard de l'identité nationale, ce sentiment n'a pas un impact dimensionnant sur le soutien global à l'adhésion⁶⁶. Tout en rejetant l'idée que la peur liée à la perte de l'identité nationale l'emporterait sur d'autres facteurs, cette dernière perspective ne conteste pas pour autant le fait qu'elle soit un déterminant important. Elle souligne simplement que d'autres facteurs peuvent parfois avoir une importance égale si ce n'est une plus une grande importance.

Les conclusions du présent article sur les PECO résonnent avec l'argument de McLauren pour l'Europe occidentale. Souvent, d'autres aspects l'emportent sur la perte de l'identité culturelle et la formation de l'identité européenne se produit indépendamment de sa présence. Etant donné qu'il y a une relation entre la migration et la perte de l'identité culturelle en Europe occidentale, les niveaux diminués de la perception de la perte de l'identité culturelle suite à l'adhésion à l'Union européenne montrent que la migration n'affecte pas de manière négative l'attache à l'UE dans les PECO. La migration vers des États membres plus riches étant vue, dans ces pays, comme un mal nécessaire de la transition économique, elle n'est pas articulée comme une perte de l'identité, mais plutôt comme un problème démographique⁶⁷.

Comme dans le cas des tendances occidentales, la peur de la perte de l'identité culturelle est visible dans le discours nationaliste extrême, bien qu'elle soit orientée vers les minorités nationales et non pas vers l'Union européenne ou vers les migrants des autres États membres. Dans les PECO, un rapport direct avec l'Union apparaît dans le cadre du discours nationaliste lorsque les politiques nationales concernant les groupes minoritaires sont changées suite à l'eupéanisation⁶⁸. Même les partis populistes d'extrême droite semblent cultiver une attitude prudente à l'égard de l'Union européenne et hésitent à la présenter comme une menace à l'adresse de l'identité nationale⁶⁹.

La perte de l'identité culturelle en Europe occidentale est principalement liée aux effets du droit à la libre circulation. Mais, paradoxalement, la liberté de circulation est perçue par une grande partie des citoyens européens comme étant l'une des principales significations de l'Union européenne. Pourtant, l'absence d'un rapport explicite entre la perte de l'identité culturelle et la formation de l'identité européenne dans les PECO explique la raison pour laquelle la liberté de circulation apparaît ici comme une condition

causale pertinente. Deux des configurations qui produisent le résultat montrent qu'elles facilitent la consolidation d'une identité européenne commune.

Certains chercheurs suggèrent qu'il existerait un rapport entre la liberté de circulation et la formation de l'identité. Ils montrent que la création de la citoyenneté européenne par le Traité de Maastricht a introduit une dimension politique dans le concept de mobilité. Elle était auparavant principalement économique en l'élargissant à des individus qui ne sont pas économiquement actifs⁷⁰. Toutefois, dans le cas des PECO, la liberté de circulation est essentiellement associée à la migration économique et au « tourisme de prospérité sociale⁷¹. » Étant donné la différence de revenus et de développements économiques entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale, ce droit représente, pour les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale, des opportunités d'accéder à de meilleures conditions de vie et de travail. Si les nouveaux citoyens européens s'emparent de ces opportunités, les évolutions du marché du travail occidental pourraient entraîner un *dumping* social⁷². Ainsi, pour les États membres les plus anciens, l'élargissement vers l'Est de la zone de libre circulation, et plus particulièrement les dispositions de l'Accord de Schengen, ont remplacé les angoisses de la guerre froide liées à l'invasion militaire par des considérations de « *soft security* » portant sur les vagues d'immigration et la croissance rapide de la criminalité transfrontalière⁷³.

Les études concernant les répercussions de l'élargissement vers l'Est ont prévu aussi bien un effet d'ensemble négligeable sur les marchés du travail occidentaux que des conséquences à grande échelle faisant suite à la migration économique en quête d'avantages sociaux et de meilleurs standards de vie⁷⁴. Celles conduites à la suite des élargissements de 2004 et de 2007 ont conclu que les niveaux de migration avaient réellement augmenté, mais que leur impact était limité à certains États membres (comme le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne) et ne présentait pas d'importance globale pour les marchés du travail de l'Union⁷⁵. En réalité, les prévisions liées à de grands afflux de travailleurs venant de l'Europe centrale et orientale et submergeant le marché du travail européen ne se sont pas matérialisées. Qui plus est, on a estimé que les flux de migration à l'intérieur de l'UE (y compris les effets de l'élargissement vers l'Est) vont augmenter beaucoup plus lentement que les taux de migration au niveau global⁷⁶.

S'ils n'exploitent pas pleinement la liberté de circulation afin de soutenir la migration économique, les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale considèrent qu'elle représente l'un des plus importants aspects de l'adhésion à l'Union européenne. Les dispositions des accords d'adhésion permettant la suspension de la mobilité du travail jusqu'à sept ans pour les ressortissants des PECO pourraient expliquer en partie l'absence d'un boom de la migration économique des nouveaux États membres. Selon certains

juristes, la formule de suspension de « 2+3+2 » de ces accords enfreint le principe de non-discrimination de la législation européenne⁷⁷. Malgré l'imposition de ces restrictions disproportionnées et malgré l'asymétrie des obligations et des avantages subie par les PECO au début de l'adhésion⁷⁸, l'appréciation globale de la liberté de circulation n'a pas été affectée. Elle contribue explicitement à la formation de l'identité européenne dans la région. Étant donné que tous les États membres (à l'exception du Royaume Uni, de l'Irlande et de la Suède pour la première étape de l'élargissement à l'Est) ont profité de la possibilité de limiter l'accès à leurs marchés du travail, la liberté de circulation pour les PECO revient en grande partie à la mobilité dont les seules fins seraient non-économiques⁷⁹. Par conséquent, la perspective de voyager pour le loisir ou à des fins culturelles et d'éducation explique l'importance que les ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale accordent à cette liberté. Pour eux, cela ne représente pas simplement un droit économique, mais plutôt un droit politique, une reconnaissance de leur appartenance à l'Europe unie.

Cette vision des opportunités de voyager à des fins non-économiques est bâtie sur les rapports pré-communistes des PECO avec l'Europe occidentale et sur les efforts post-communistes de « revenir en Europe. » Pour les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale, pour qui le communisme était une implantation étrangère imposant des pratiques et des normes culturelles qui les séparaient de leurs racines culturelles européennes (où « européen » a le sens de « européen occidental⁸⁰ »), l'ouverture des frontières a été investie de connotations aussi bien symboliques que pratiques⁸¹. Meardi a constaté que même dans le cas des migrations fondées sur des raisons économiques, la mobilité garde un aspect culturel évident. S'appuyant sur les différences dans le style de vie des migrants en provenance de l'Europe centrale et orientale par rapport aux immigrants des vagues de migration antérieures (voyages fréquents, relations fortes avec le pays d'origine, associés aux efforts de s'intégrer à leur communauté d'accueil), il doute qu'il soit justifié de les appeler « immigrants » par opposition avec les « cosmopolites⁸² ». Cette dimension culturelle et symbolique de la liberté de circulation comme un concept qui n'implique pas nécessairement des droits économiques à l'intérieur d'autres États membres, clarifie le rôle de cette variable dans la production du résultat de la formation de l'identité européenne. En l'absence de calculs utilitaristes imposée par les accords de transition, le rôle de la liberté de circulation dans le modelage d'une identité européenne dans la région peut être expliqué par sa contribution à l'internalisation des valeurs communes. Selon la théorie d'Inglehart, cette internalisation est une condition préalable à l'émergence d'une identité supranationale.

La supranationalité : les aptitudes cognitives nécessaires pour s'identifier aux politiques de l'UE Le soutien à l'euro et à une Politique de sécurité et de défense commune

L'importance de la monnaie commune pour la formation de l'identité européenne provient du rapport existant entre la monnaie et l'identité qui s'est développé historiquement au niveau national. Kaelberer montre que la monnaie nationale constitue un marqueur qui définit les frontières des entités politiques⁸³. Le rapport entre l'argent et l'identité apparaît comme mutuel : d'une part, l'argent constitue un instrument déterminant dans la construction de l'identité et, d'autre part, une identité collective suffisamment définie est une condition préalable pour le bon fonctionnement de la monnaie⁸⁴. La monnaie commune représente donc le symbole d'une intégration plus profonde visant à accroître les attaches à l'égard de l'Union européenne⁸⁵. L'adoption d'une telle monnaie ne constitue pas seulement une perte importante de souveraineté monétaire, mais également un bond en avant vers la construction de l'Union en tant qu'entité politique nouvelle⁸⁶.

L'introduction de la monnaie commune influence l'identification des citoyens de la Zone Euro avec l'UE parce qu'elle rend le projet européen palpable et fonctionne donc comme une réification de son ordre politique⁸⁷. Le sens symbolique de la monnaie commune est la raison du soutien constant à l'euro chez les membres de la Zone Euro, malgré la déception initiale face à ses conséquences économiques à court terme⁸⁸. Pourtant, les attitudes à l'égard de la monnaie commune varient selon les pays. Mais ces divergences s'expliquent par la valeur symbolique de l'euro et son interaction avec les modèles nationaux d'identification collective⁸⁹. Les conclusions actuelles montrent que les tendances des attitudes envers la monnaie européenne en Europe centrale et orientale ne sont pas essentiellement différentes de celles observées jusqu'à présent dans les États membres de la Zone Euro.

Les considérations utilitaristes liées aux bénéfices qu'apporterait le fait de rejoindre la Zone Euro, en profitant pleinement du marché unique, expliquent en partie le soutien relativement élevé pour la monnaie commune dans les PECO. L'élimination des coûts d'échange et de transaction, l'éradication de l'instabilité du taux d'échange, la prévention des dévaluations compétitives et de la spéculation sont extrêmement importantes pour les PECO, car ces États doivent surmonter les répercussions de l'inflation et l'hyperinflation des années 1990, attirer des investissements étrangers, et augmenter la création de courants d'échanges⁹⁰. Les études antérieures suggèrent que, dans ces pays postcommunistes, les aspects macro des facteurs économiques et historico-idéationnels ont un impact pré dominant sur le soutien individuel de la monnaie européenne. Les indicateurs micro de

l'intérêt économique personnel n'ont pas une influence considérable sur le soutien à la monnaie commune. La performance nationale globale acquiert donc une importance prédominante⁹¹. Ainsi, la déception devant les effets à court terme du passage à l'euro induit seulement une baisse temporaire du soutien à la monnaie commune.

Malgré cette explication plausible pour les niveaux généralement élevés du soutien à l'euro, les résultats de cet article montrent que ce soutien n'est pas présent partout. En outre, il ne constitue une condition pour aucune des configurations causales de la formation de l'identité. Les fluctuations temporelles et spécifiques selon les cas, attestant d'un plus faible rapport explicite entre cette condition et le résultat, pourraient être analysées de deux manières différentes.

Le symbolisme des billets de banque en tant que références au passé historique et reproductions des récits nationaux est l'un des principaux arguments proposés par les chercheurs soutenant la thèse selon laquelle cet attachement aux monnaies nationales explique l'absence d'un soutien fort à l'euro⁹². En pratique, cela voudrait dire que les citoyens des PECO accordent la priorité à la souveraineté et à l'identité nationale au détriment des considérations utilitaristes. Avec un soutien à la politique de sécurité et de défense commune (une autre politique ayant des effets considérables sur la souveraineté et l'identité nationale) qui atteint constamment des niveaux élevés et apparaît comme condition dans deux des trois modèles possibles pour la formation de l'identité, l'explication fournie pour l'absence de soutien à l'euro est discutable. Pour ce qui est des cas individuels où le soutien à l'euro est plus réduit, le phénomène pourrait être expliqué par l'émergence du discours populiste générant des débats au sujet des effets négatifs de l'euro⁹³.

Le scepticisme envers la monnaie commune pourrait également être généré par des considérations plus pratiques. Même s'il fait partie des obligations d'acquis des PECO, le passage à l'euro n'est pas une question d'ordre immédiat. Jusqu'à présent, la Slovénie (2007) et la Slovaquie (2009), qui ont rejoint la Zone Euro, sont les seules à avoir répondu aux critères de convergence de Maastricht. La plupart des autres nouveaux États membres ont encore besoin d'une solide préparation avant d'être éligibles pour passer à la monnaie commune⁹⁴. Cette situation pourrait s'expliquer en partie par la crise grecque du déficit budgétaire qui a accentué les aspects décourageants de l'adhésion à la Zone Euro. Et cela pour deux raisons. Premièrement, cette crise prouve que les problèmes d'un État pourraient mettre en danger la stabilité de la Zone Euro dans son ensemble. Deuxièmement, elle montre que les règles doivent être strictement respectées et relève les contraintes que celles-ci exercent sur les gouvernements nationaux lorsqu'il s'agit de trouver des solutions à des situations similaires.

L'analyse du soutien accordé à la monnaie commune indique que le fait d'augmenter le niveau de prise de conscience sur les effets économiques positifs de l'euro, et de présenter une vision réaliste de ses potentielles implications négatives, comme cela a été étudié par des chercheurs en utilisant la théorie de la Zone de la Monnaie Optimale (ZMO⁹⁵), générerait des niveaux supérieurs de soutien, autrement dit, la mobilisation cognitive aurait des résultats positifs. Dans le même temps, la dite analyse montre que parfois les attitudes négatives à l'égard de l'euro dans les PECO ne sont pas générées par des considérations identitaires, mais plutôt par des préoccupations utilitaristes⁹⁶, autrement dit les citoyens des PECO n'ont rien contre le symbole en tant que tel. De surcroît, ces préoccupations utilitaristes ne se convertissent pas en une attitude négative envers l'Union européenne dans son ensemble, et n'empêchent pas le soutien à l'adhésion, ni le sentiment d'européanité. Comme dans certaines situations en Europe occidentale, pour la plupart des cas dans les PECO, le désir d'appartenir à l'Europe explique le soutien à l'euro, c'est-à-dire l'attitude positive à l'égard de l'adhésion engendre la tolérance et le soutien à la monnaie européenne.

Étant une initiative supranationale, la politique de sécurité et de défense commune est une composante de l'intégration politique qui va changer la nature des relations extérieures de l'UE⁹⁷. Mesurer son rapport au soutien à l'adhésion dans les PECO représente donc un aspect important des études sur la formation de l'identité dans ces États membres.

Les PECO se caractérisent par de forts liens avec les États-Unis dans le domaine de la sécurité et par un scepticisme général envers la capacité de l'Union européenne d'assurer leur sécurité d'une manière comparable à celle que les États-Unis leur ont apporté depuis la fin de la guerre froide⁹⁸. L'incapacité de l'Union de réagir aux conflits déclenchés suite à la dissolution de l'ex-Yougoslavie a renforcé ce scepticisme. Pour ce qui est du soutien à une politique de sécurité et de défense commune, l'attache aux États-Unis constitue donc une question centrale⁹⁹. L'importance de la relation avec les États-Unis et l'OTAN s'est révélée dans plusieurs circonstances : l'invasion de l'Irak par les États-Unis, lorsque les pays de Visegrad ont accordé leur soutien à l'administration américaine en dépit de la position franco-allemande opposée à une intervention ; la Lettre de Vilnius envoyée par la même occasion exprimant la confiance dans les raisons des États-Unis pour intervenir, lettre dont les signataires étaient, parmi d'autres pays, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, et le bouclier anti-missile, projet lancé par l'administration Bush, au sujet duquel les positions polonaise et tchèque se sont heurtées à celle du Président français Nicolas Sarkozy qui a demandé un moratoire sur l'initiative, suite auquel il a été accusé d'outrepasser son mandat alors qu'il présidait le sommet UE-Russie en 2008¹⁰⁰.

L'héritage de la guerre froide en matière de politique extérieure est visible dans les inquiétudes des PECO face à l'influence de la Russie et à sa possible association avec les initiatives européennes de sécurité et de défense. La politique extérieure polonaise, par exemple, a constamment visé à réduire l'impact politique russe non seulement sur sa politique intérieure, mais également sur d'autres pays. Elle a soutenu, par exemple, la Révolution orange en Ukraine en 2004 et a opposé son veto au début des pourparlers entre la Russie et l'Union européenne en 2006, bloquant ainsi la négociation d'un nouvel accord de partenariat. En même temps, la politique extérieure polonaise a compliqué les relations extérieures de l'UE, entravant parfois les relations entre celle-ci et la Russie. Dans ce contexte, les États-Unis sont perçus comme le contre-pouvoir assurant l'équilibre d'un point de vue militaire¹⁰¹.

En accord avec la connaissance qualitative au sujet de l'attache entre les PECO et les États-Unis dans le domaine de la sécurité, on s'attendrait à ce que le soutien à la politique de sécurité et de défense commune soit assez faible ou au moins fluctuant au fil des années. Pourtant, les présentes conclusions montrent le contraire : le soutien est constamment élevé. Cette divergence pourrait être expliquée par le fait que, parmi les ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale, la perception était que l'adhésion à l'Europe allait apporter la sécurité non seulement en matière d'économie, mais également de politique. Malgré les points faibles de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), les citoyens des nouveaux États membres ont associé l'adhésion à l'appartenance à un club en mesure de protéger ses membres.

Les réactions populaires semblent contredire les attitudes que l'on aurait pu attendre, prudentes et visant un équilibre entre le soutien d'une défense européenne commune et la coopération avec les États-Unis. Les taux élevés de réponses positives aux questions de l'Eurobaromètre concernant une politique extérieure indépendante des États-Unis indiquent que le citoyen « moyen » des PECO préfère un système de défense européen différent de celui des États-Unis, mais pas nécessairement en compétition ou en confrontation avec ce dernier. Cette conclusion indique une sensibilité en baisse de la part des citoyens concernant la nécessité de maintenir un équilibre entre les attaches à l'UE et à l'OTAN, ce qui s'explique par les capacités de défense supérieures des États-Unis. On peut donc conclure que le soutien pour une politique de défense et de sécurité européenne est principalement basé sur le désir de se sentir européen plus que sur les perceptions concernant les avantages stratégiques réels de cette politique. Étant donné que ces derniers ne sont pas encore considérablement matérialisés pour les PECO et que les États-Unis ont joué un rôle capital dans la sécurité de la région durant les années 1990, cet argument est particulièrement pertinent. À son tour, la présence de la condition

causale du soutien à une politique de sécurité et de défense commune dans deux des configurations produisant le résultat, nous amène à conclure que la perspective de son existence permet aux ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale de se sentir plus européens, contribuant ainsi à la formation de l'identité.

Notes

1. Brubaker, Rogers et Cooper, Frederick, « Beyond 'Identity' », *Theory and Society* 29.1, 2000, pp- 1-47.
2. Medrano, Juan Diez, "Unpacking European Identity," *CEVIPOF Working Papers*. 7, 2008, pp. 17-19, www.cevipof.msh-paris.fr/rencontres/smnr/sociopo/20082009/20081204-DiezMedrano.pdf.
3. Herrmann, Richard K., Risse, Thomas et Brewer, Marylinn B., (2004), *Transnational Identities: Becoming European in the EU*, Oxford, UK: The Rowman & Littlefield Publishing Group.
4. Deflem, Mathiew et Pampel, Fred C., « The Myth of Postnational, Identity: Popular Support for European Unification », *Social Forces* 75.1, 1996, pp. 119-143.
5. Klaus, Eder et Spohn, Willfried, (2005), *Collective Memory and European Identity: The Effects of Integration and Enlargement*, Hants, UK: Ashgate Publishing Limited ; Risse, Thomas, « A European Identity? Europeanization and the Evolution of Nation-State Identities », in *Europeanization and Domestic Change: Transforming Europe*, ed. Cowels, Maria Green, Caporaso, James et Risse, Thomas, Ithaca NY, US: Cornell UP, 2001.
6. Easton, David, « A Re-Assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science* 5.4, Oct. 1975, pp. 435-457.
7. Gabel, Matthew J., (1998), *Interests and Integration: Market Liberalisation, Public opinion, and European Union*, Michigan, USA: Michigan UP ; Mahler, Vincent A., Taylor, Bruce J. et Wozniak, Jennifer A., « Economics and Public Support for the European Union: An Analysis at the National, Regional and Individual Levels », *Polity* 32.3, 2000, pp.429-453 ; Anderson, Christopher J. et Reichert, M. Shawn, « Economic Benefits and Support for Membership in the EU: A Cross-national Analysis », *Journal of Public Policy* 15.3, 1995, pp. 231-249.
8. Delanty, Gerard, (1995), *Inventing Europe: Idea, Identity, Reality*, New York, USA: St. Martin's Press.
9. Calhoun, Craig, « The Virtues of Inconsistency: Identity and Plurality in the Conceptualization of Europe », in *Constructing Europe's Identity: The External Dimension*, ed. Lars-Erik Cederman, (2001), London, UK: Lynne Rienner Publishers.
10. Delanty, Gerard, « Social Theory and European Transformation: Is there a European Society? », *Sociological Research Online* 3.1, 1998, www.socresonline.org.uk/cgi-bin/perfect/search/search.pl?q=common&showurl=%2F3%2F1%2F1.html.
11. Shore, Cris, (2000), *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*, London, UK: Routledge.
12. Delanty, Gerard, « Social Theory and European Transformation: Is there a European Society? », *Sociological Research Online* 3.1, 1998, <http://www.socresonline.org.uk/cgi-bin/perfect/search/search.pl?q=common&showurl=%2F3%2F1%2F1.html>.
13. Shore, Cris, (2000), *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*, London, UK: Routledge.
14. Sassatelli, Monica, « Imagined Europe: The Shaping of a European Cultural Identity Through EU Cultural Policy », *European Journal of Social Theory* 5, 2002, pp. 435-451.
15. Shore, Cris, (2000), *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*, London, UK: Routledge.
16. Caputo, John D., (1997), *Deconstruction in a Nutshell: A Conversation with Jacques Derrida*, Fordham, US: Fordham UP.
17. Flingstein, Neil, (2008), *Euroclash: the EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford, UK: Oxford UP.
18. Panebianco, Stefania, « European Citizenship and European Identity: From Treaty Provisions to Public Opinion Attitudes », in *Who are the Europeans Now?*, ed. Moxon-Browne, Edward, Hants, UK: Ashgate Publishing Limited, 2004, p. 31.
19. Inglehart, Ronald, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
20. Inglehart, Ronald, « The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-Industrial Societies », *The American Political Science Review* 65.4, 1971, pp. 991-1017.

21. Inglehart, Ronald, « The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-Industrial Societies », *The American Political Science Review* 65.4, 1971, pp. 991-1017.
22. Inglehart, Ronald, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
23. Gabel, Matthew J., (1998), *Interests and Integration: Market Liberalisation, Public opinion, and European Union*, Michigan, USA: Michigan UP.
24. Voir Inglehart, Ronald, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
25. Gabel, Matthew et Palmer, Harvey, « Understanding Variation for Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research* 27.1, 1995, pp. 3-19.
26. Easton, David, « A Re-Assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science* 5.4, 1975, pp. 435-457.
27. Mahler, Vincent A., Taylor, Bruce J. et Wozniak, Jennifer A., « Economics and Public Support for the European Union: An Analysis at the National, Regional and Individual Levels », *Polity* 32.3, (2000, pp.429-453 ; Anderson, Christopher J. et Reichert, M. Shawn, « Economic Benefits and Support for Membership in the EU: A Cross-national Analysis », *Journal of Public Policy* 15.3, sept. & déc. 1995, pp. 231-249.
28. De Beus, Jos, « Quasi-National European Identity and European Democracy », *Law and Philosophy* 20.3, 2001, pp. 283-311.
29. Inglehart, Ronald, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
30. Inglehart, Ronald « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
31. *Ibid.*
32. Sur les particularités et les avantages de la *fsQCA* voir Ragin, Charles C., (2008), *Redesigning Social Inquiry: Fuzzy Sets and Beyond*, Chicago, US: The University of Chicago Press.
33. Le logiciel *fsQCA* a été développé par Ragin, Charles C., Drass, Kriss A. et Davey, Sean. La version officielle est disponible sur le site internet de l'Université d'Arizona à l'adresse suivante : www.u.arizona.edu/~cragin/fsQCA/software.shtml.
- Référence complète : Ragin, Charles C., Drass, Kriss A. et Davey, Sean, (2006), *Fuzzy-Set/Qualitative Comparative Analysis 2.0*. Tucson, Arizona, États-Unis: Département de Sociologie, Université d'Arizona. Pour des informations concernant l'utilisation du logiciel voir Ragin, Charles C., (2006), *User's Guide to Fuzzy Set/Qualitative Comparative Analysis 2.0*, Tucson, Arizona, États-Unis: Département de Sociologie, Université d'Arizona.
34. Verdery, Katherine, (1996), *What was Socialism, and what comes next?* NJ, US: Princeton UP ; Schopflin, George, (2000), *Nations. Identity. Power*, London, UK: Hurst & Co.
35. L'asymétrie des rapports explicites signifie que si le résultat est un sous-ensemble d'une condition et qu'il existe des cas où la condition est présente sans le résultat, cela n'invalide pas la revendication d'un rapport au sous-ensemble. Par conséquent, seulement les cas où le résultat final est produit sans la présence de la condition pourraient annuler le rapport (Ragin, 2008).
36. La nécessité d'une condition est déduite d'une appartenance au résultat moindre ou égale à l'appartenance à la cause (pour plus de détails voir Ragin, Charles C., (2008), *Redesigning Social Inquiry: Fuzzy Sets and Beyond*, Chicago, US: The University of Chicago Press.
37. Ces configurations ont été simplifiées pour des raisons de clarté en éliminant les variables non-pertinentes, c'est-à-dire les variables dont la présence n'a pas d'effet explicite sur le résultat. Les variables non-pertinentes ont été incluses dans l'analyse ultérieure des conclusions afin d'expliquer dans quelle mesure leur non-pertinence influence les présentes conclusions relatives aux particularités des déterminants de la formation de l'identité européenne dans les PECO.
38. Hardin, Russel, (1998), "Trust in Government," in *Trust and Governance*, ed. Braithwaite, Valerie et Levi, Margaret, New York, US: Russel Sage Foundation.
39. Inglehart, Ronald, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics* 3.1, 1970, pp. 45-70.
40. Vliegthart, Rens, Schuck, Andreas R. T., Boomgaarden, Hajo G. et De Vreese, Claes. H., « News Coverage and Support for European Integration, 1990-2006 », *International Journal of Public Opinion Research* 20.4. 2008, pp. 415-439.

41. Evas, Tatjana, « Elitist with a Russian Twist: Mass Media Discourses on European Constitutional Ratification in Estonia and Latvia », *Perspectives on European Politics and Society* 8.3, 2007, pp. 374-413.
42. Bijmans, Patrick et Altides, Christina, « 'Bridging the Gap' Between EU Politics and Citizens? The European Commission, National Media and EU Affairs in the Public Sphere », *Journal of European Integration* 29.3, 2007, pp. 323-340.
43. Grabbe, Heather et Hughes, Kirsty, « Central and East European Views on EU Enlargement: Political Debates and Public Opinion », in *Back to Europe*, ed. Henderson, Karen, London, UK: Routledge, 1999.
44. Grabbe, Heather et Hughes, Kirsty, « Central and East European Views on EU Enlargement: Political Debates and Public Opinion », in *Back to Europe*, ed. Henderso, Karen, London, UK: Routledge, 1999.
45. Koneska, Cvete et Tanasoiu, Cosmina, « 'Europe' and the Post-Communist Public Discourse in Bulgaria », *Romanian Journal of Political Science* 8.2, 2008, pp. 61-73.
46. Schimmelfenning, Frank, « The Community Trap: Liberal Norms, Rhetorical Action, and the Eastern Enlargement of the European Union », *International Organization* 55.1, 2001, pp. 47-80.
47. Schimmelfenning, Frank et Sedelmeier, Ulrich, « Governance by Conditionality: EU Rule Transfer to the Candidate Countries of Central and Eastern Europe », *Journal of European Public Policy* 11.4, 2004, pp. 661-679 ; Grabbe, Heather, « The Sharp Edges of Europe: Extending Schengen Eastwards », *International Affairs* 76.3, 2000, pp. 519-536.
48. Svetlicic, Marjan et Trtnik, Andreja, « European Union Enlargement: Is Enthusiasm Waning? », *Eastern European Economics* 37.4, 1999, pp. 70-96.
49. Tang, Helena avant-propos de *Winners and Losers of EU Integration: Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, US: The International Bank for Reconstruction, 2000.
50. Svetlicic, Marjan et Trtnik, Andreja, « European Union Enlargement: Is Enthusiasm Waning? », *Eastern European Economics* 37.4, 1999, pp. 70-96.
51. Noutcheva, Gergana et Bechev, Dimitar, « The Successful Laggards: Bulgaria and Romania's Accession to the EU », *East European Politics and Societies* 22.1, 2008, pp. 114-144.
52. Ciobanu, George et Ciobanu, Andreea, « CEE Countries and Euro Adoption: A Cost-Benefits Analysis », *Social Science Research Network Working Papers*, 2009.
53. Ray, Leonard, « Reconsidering the Link between Incumbent Support and Pro-EU Opinion », *European Union Politics* 4.3, 2003, pp. 259-279 ; Anderson, Christopher J., « When in Doubt Use Proxies: Attitudes toward Domestic Politics and Support for European Integration », *Comparative Political Studies* 31.5, 1998, pp. 569-601.
54. Sánchez-Cuenca, Ignacio, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics* 1.2, 2000, pp. 147-171 ; Kritzinger, Sylvia, « The Influence of the Nation-State on Individual Support for the European Union », *European Union Politics* 4.2, 2003, pp. 219-241.
55. Tanasoiu, Cosmina et Colonescu, Constantin, « Determinants of Support for European Integration: The Case of Bulgaria », *European Union Politics* 9.3, 2008, pp. 363-377.
56. Luehiste, Kadri, « Explaining Trust in Political Institutions: Some Illustrations from the Baltic States », *Communist and Post-Communist Studies* 39.4, 2006, pp. 475-496.
57. Habermas, Juergen, « The European Nation-State: On the Past and Future of Sovereignty and Citizenship », *Public Culture* 10.2, 1998, pp. 397-416.
58. Reich, Norbert, « The Constitutional Relevance of Citizenship and Free Movement in an Enlarged Union », *European Law Journal* 11.6, 2005, pp. 675-698.
59. La Lettonie a changé ses lois sur la naturalisation en 1998, permettant ainsi aux lettons non-ethniques d'obtenir la nationalité.
60. Reich, Norbert, « The Constitutional Relevance of Citizenship and Free Movement in an Enlarged Union », *European Law Journal* 11.6, 2005, pp. 675-698.
61. McLaren, Lauren M., « Public Support for the European Union: Cost/Benefit Analysis of Perceived Cultural Threat? », *The Journal of Politics* 54.2, 2002, pp. 551-566.
62. Carey, Sean, « Undivided Loyalties: Is National Identity an Obstacle to European Integration? », *European Union Politics* 3.4, 2002, pp. 387-413.
63. Heisler, Martin O., « Now and Then, Here and There: Migration and the Transformation of Identities, Borders, and Orders », in Mathias, A., Jacobson, D., et Lapid, Y., éd., (2000), *Identities, Borders, Orders*, Minneapolis, US: Minnesota UP.

64. De Vreese, Claes H. et Boomgaarden, Hajo G., « Projecting EU Referendums: Fear of Immigration and Support for European Integration », *European Union Politics* 6.1, 2005, pp. 59-82 ; Ceyhan, Ayse et Tsoukala, Anastassia, « The Securitization of Migration in Western Societies: Ambivalent Discourses and Policies », *Alternatives: Global, Local, Political* 27, 2002.

65. De Master, Sara et Le Roy, Michael K., « Xenophobia and the European Union », *Comparative Politics* 32.4, 2000, pp. 419-436 ; Carey, Sean, « Undivided Loyalties: Is National Identity an Obstacle to European Integration? », *European Union Politics* 3.4, 2002, pp. 387-401.

66. McLaren, Lauren M., « Opposition to European Integration and Fear of Loss of National Identity: Debunking a Basic Assumption Regarding Hostility to the Integration Project », *European Journal of Political Research* 43.6, 2004, pp. 895-912.

67. Fassmann, Heinz et Muenz, Rainer, « EU Enlargement and Future East-West Migration », in *New Challenges for Migration Policy in Central and Eastern Europe*, ed. Laczko, Frank, Stacher, Irene et von Koppenfels, Amanda Klekowski, Hagues, the Netherlands: TMC Asser Press, pp. 59-87.

68. Voir par exemple le cas de l'Estonie où les minorités russes sont perçues comme une menace culturelle (Kuus, 2002).

69. Szczerbiak, Aleks et Taggart, Paul, (2008), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, UK: Oxford UP.

70. Carrera, Sergio, « What Does Free Movement Mean in Theory and Practice in an Enlarged EU? », *European Law Journal* 11.6, 2005, p. 709.

71. Carrera, Sergio, « What Does Free Movement Mean in Theory and Practice in an Enlarged EU? », *European Law Journal* 11.6, 2005, pp. 699-721.

72. Donaghey, Jimmy et Teague, Paul, « The Free Movement of Workers and Social Europe: Maintaining the European Ideal », *Industrial Relations Journal* 37.6, 2006, 2006, pp. 652-666.

73. Grabbe, Heather, « The Sharp Edges of Europe: Extending Schengen Eastwards », *International Affairs* 76.3, 2000, pp. 519-536.

74. Boeri, Tito et Bruecker, Herbert, « Eastern Enlargement and EU-Labor Markets: Perceptions, Challenges and Opportunities », *IZA Discussion Papers* No. 256, 2001 ; Kvist, Jon, « Does EU Enlargement Start a Race to the Bottom? Strategic Interaction among EU Member States in Social Policy », *Journal of European Social Policy* 14.3, 2004, pp. 301-318.

75. Brenke, Karl, Yuksel, Mutlu et Zimmermann, Klaus F., « EU Enlargement Under Continued Mobility Restrictions: Consequences for the German Labor Market », in *EU Labor Markets After Post-Enlargement Migration*, ed. Kahanec, Martin et Zimmermann, Klaus F., Berlin, Germany: Springer Berlin Heidelberg, 2009 ; Paul Brenton, « The Economic Impact of Enlargement on the European Economy », in *European Union: Challenges and Promises of a New Enlargement*, ed. Anca Pusca (2004), New York, US: The International Debate Education Association.

76. Zaiceva, Anzelika et Zimmermann, Klaus F., « Scale, Diversity, and Determinants of Labor Migration in Europe », *Journal of Public Policy* 15, 2008, pp. 231-24.

77. Reich, Norbert, « The Constitutional Relevance of Citizenship and Free Movement in an Enlarged Union », *European Law Journal* 11.6, 2005, pp. 675-698.

78. Jileva, Elena, « Visa and Free Movement of Labor: The Uneven Imposition of the EU Acquis on the Accession States », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 28.4, 2002, pp. 683-700.

79. Les activités économiques qui ne tombent pas sous les restrictions concernent le travail indépendant et la liberté de s'installer.

80. Les exemples des PECO qui, ayant appartenu à l'Empire Austro-hongrois, voient leur héritage culturel non seulement comme naturellement lié aux traditions occidentales, mais comme étant une partie constituante de celles-ci sont particulièrement significatifs, voir la République Tchèque.

81. Verdery, Katherine, (1996), *What was Socialism, and what comes next?* NJ, US: Princeton UP ; Schopflin, George, (2000), *Nations. Identity. Power*, London, UK: Hurst & Co.

82. Meardi, Guglielmo, « The Polish Plumber in the West Midlands: Theoretical and Empirical Issues », *Review of Sociology* 13.2, 2007, pp. 39-56.

83. Kaelberer, Matthias, « The Euro and European Identity: Symbols, Power and the Politics of European Monetary Union », *Review of International Studies* 30.2, 2004, pp. 161-178.

84. *Ibid* ; Risse, Thomas, Engelman-Martin, Daniela, Knope, Hans-Joachim et Roscher, Klaus, « To Euro or Not to Euro: The EMU and Identity Politics in the European Union », *European Journal of International Relations* 5.2, 1999, pp. 147-187.

85. McNamara, Kathleen R., (1998), *The currency of Ideas: Monetary politics in the EU*, Ithaca, NY, US: Cornell UP.
86. Kaltenhaler, Karl et Anderson, Christopher, « Europeans and Their Money: Explaining Public Support for the Common European Currency », *European Journal of Political Research* 40, 2001, pp. 139-170.
87. Risse, Thomas, « The Euro between National and European Identity », *Journal of European Public Policy* 10.4, 2003, pp. 487-505.
88. Risse, Thomas, Engelmann-Martin, Daniela, Knope, Hans-Joachim et Roscher, Klaus, « To Euro or Not to Euro: The EMU and Identity Politics in the European Union », *European Journal of International Relations* 5.2, 1999, pp. 147-187 ; Shore, Cris, (2000), *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*, London, UK: Routledge. Les cas de l'Espagne et du Portugal, par exemple, montrent que le soutien à l'euro provient du désir d'afficher l'appartenance à l'identité européenne et n'a pas été généré par des raisons économiques (voir Luna-Arocas, Roberto, Guzman, Gustavo, Quintanilla, Ismael et Farhangmehr, Minoo, « The Euro and European Identity: The Spanish and Portuguese Case », *Journal of Economic Psychology* 22.4, 2001, pp. 441-460).
89. Risse, Thomas, « The Euro between National and European Identity », *Journal of European Public Policy* 10.4, 2003, pp. 487-505.
90. Ciobanu, George et Ciobanu, Andreea, « CEE Countries and Euro Adoption: A Cost-Benefits Analysis », *Social Science Research Network Working Papers*, 2009.
91. Goerres, Ahim et Allam, Miriam S., « Adopting the Euro in Post-Communist Countries: An Analysis of the Attitudes towards the Single Currency », *MPIfG Discussion Paper No. 08/01, Working Paper Series*, 2008.
92. Unwin, T. et Hewitt, V., « Banknotes and National Identity in Central and Eastern Europe », *Political Geography* 20.8, 2001, pp. 1005-1028.
93. Grzymala-Busse, Anna et Innes, Abby, « Great Expectations: the EU and Domestic Political Competition in East Central Europe », *East European Politics and Societies* 17.1, 2003, pp. 64-73.
94. La Commission des Communautés européennes, « *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, and the Committee of the Regions: Ninth Report on the practical preparations for the future enlargement of the euro area* », Bruxelles, 2009.
95. Ciobanu, George et Ciobanu, Andreea, « CEE Countries and Euro Adoption: A Cost-Benefits Analysis », *Social Science Research Network Working Papers*, 2009.
96. Au sujet de la différence entre les attachements de type utilitariste et émotionnel voir Easton, David « A Re-Assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science* 5.4, 1975, pp. 435-457.
97. Cornish, Paul et Edwards, Geoffrey, « Beyond the EU/NATO Dichotomy: The Beginnings of a European Strategic Culture », *International Affairs*, Royal Institute of International Affairs 77.3, 2001, pp. 587-603.
98. Leech, John, « Whole and Free: European Union Enlargement and Transatlantic Relations », in *Whole and Free: NATO, European Union Enlargement and Transatlantic Relations*, ed. Leech, John, (2002), London, UK: Federal Trust for Education and Research.
99. Stawarska, Renata, « EU Enlargement from the Polish Perspective », *Journal of European Public Policy* 6.5, 1999, pp. 822-838.
100. Goldirova, Renata, « France 'ovesteped mandate' on Missile Shield Moratorium », *EUObserver.com*, 17 nov 2008, <http://euobserver.com/9/27115>.
101. Webber, Mark, Terriff, Terry, Howorth, Jolyon et Croft, Stuart, « The Common European Security and Defence Policy and the 'Third-Country' Issue », *European Security* 11.2, 2002, pp. 75-100 ; Stawarska, Renata, « EU Enlargement from the Polish Perspective », *Journal of European Public Policy* 6.5, 1999, pp. 822-838.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp

Les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la défense, de l'armée de l'air, du commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, de l'Air Université, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des Etats-Unis.